

L'Europe au ralenti attend le choc Trump

Florentin Collomp
Correspondant à Bruxelles

La croissance de la zone euro devrait atteindre 0,8% cette année et 1,3% en 2025.

L'Europe sort à peine de la crise énergétique et de la flambée inflationniste entraînée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qu'elle doit déjà se préparer à un nouveau choc potentiel : une guerre commerciale déclenchée par Donald Trump. « L'économie européenne se redresse lentement. Cependant, des défis structurels et l'incertitude géopolitique pèsent sur nos perspectives », a mis en garde Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'Économie, vendredi, lors de la présentation des prévisions économiques d'automne de la Commission.

Celles-ci anticipent une croissance moyenne du PIB de la zone euro de 0,8% cette année, puis 1,3% l'an prochain. Un chiffre pour 2025 légèrement revu à la baisse par rapport aux estimations du printemps. Le FMI, de son côté, a réduit ses attentes pour la croissance de la zone euro à 1,2% pour l'an prochain. L'inflation revient dans les clous : de 2,2% en rythme annuel à un troisième trimestre de cette année, elle devrait repasser sous le seuil de 2% d'ici à 2026. Cela permet aux ménages de regagner progressivement le pouvoir d'achat perdu ces dernières années, grâce à des progressions des salaires désormais supérieures à celles des prix (4,9% cette année et 3,5% en 2025). Ce qui devrait stimuler la consommation, censée prendre le relais d'investissements en berne pour nourrir la croissance.

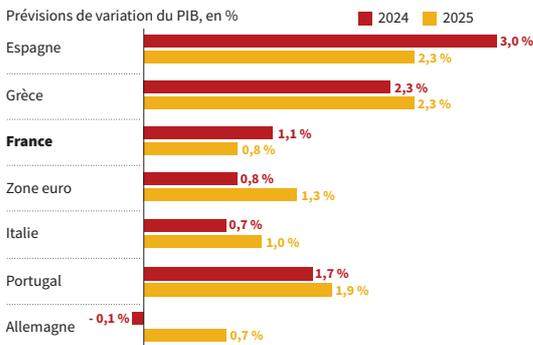
L'économie de l'Europe reste toutefois plombée par la récession en Allemagne, pour la seconde année consécutive, et une croissance inférieure à la moyenne dans les grands pays comme l'Italie et la France. À l'inverse, elle est tirée par le dynamisme de pays périphériques comme l'Espagne (3% de croissance attendue cette année), la Pologne (3% aussi), la Grèce (2,1%) ou le Danemark (2,4%). Pour l'ensemble de la zone euro, les politiques de restrictions budgétaires afin de réduire les déficits vont peser sur la croissance, notamment en France.

Par contraste, le FMI vient de réviser à la hausse à 2,8% sa prévision de croissance pour les États-Unis en 2025, en raison d'un dynamisme qui continue à surprendre. Un rythme de création de richesse de plus du double de celui de la zone euro. Le décrochage du Vieux Continent continue de se vérifier, année après année. La poursuite de la guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, la concurrence déloyale de la Chine et le



« L'incertitude géopolitique pèse sur nos perspectives d'avenir », a mis en garde Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'Économie, vendredi, à Bruxelles.

Un rebond de la croissance attendu en 2025...



... mais des chefs d'entreprise pessimistes



Source : Commission européenne, prévisions d'automne 2024

manque de productivité de sa propre économie : les défis se combinent pour l'économie de l'Europe. À cela s'ajoute désormais le spectre de droits de douane généralisés de 10% à 20% sur les importations américaines, qui pénaliseraient durablement son activité.

Fragmentation du marché intérieur

Les échanges transatlantiques représentent le plus important flux commercial au monde. Ils ont plus que doublé depuis dix ans, pour atteindre 850 milliards d'euros par an pour les marchandises et 650 milliards pour les services. L'excédent commercial en faveur de l'Europe, qui attise les foudres de Donald Trump, représente 1,7% de son PIB. « Un tournant protectionniste serait extrêmement douloureux pour les deux économies », prévient Paolo Gentiloni. Pour l'Union européenne, le manque à gagner est évalué à 150 milliards d'euros par an. Ses dirigeants vont tenter d'éviter cette perspective en proposant au président américain élu des accords sectoriels, notamment sur l'énergie, « afin de maintenir les flux commerciaux ». L'Allemagne et l'Italie sont les pays qui ont les excédents commerciaux les plus élevés avec les États-Unis et auraient le plus à perdre.

« Les politiques de Trump promettent d'ouvrir une ère dans laquelle l'économie américaine continue à se développer fortement, tout en pénalisant la croissance du reste du monde, en particulier les grandes économies exportatrices comme la zone euro et la Chine, soulignent les économistes du Centre for European

Reform, dans un rapport publié vendredi. Les États européens devront se mobiliser autour d'un plan cohérent pour stimuler leur croissance s'ils veulent préserver la prospérité du continent et sauver son modèle social et politique. »

Face à ces vents contraires, le sursaut de la vieille Europe perd entre ses mains, à en croire un rapport publié jeudi par le FMI. La médiocrité de la croissance cumulée de la zone euro a contribué à un PIB par tête 30% inférieur par rapport à l'autre côté de l'Atlantique. L'essentiel de ce retard s'explique par une productivité insuffisante en Europe. Cela conduit les entreprises européennes à rester à la traîne dans leur développement par rapport à leurs concurrentes américaines.

Parmi les obstacles à leur dynamisme, la fragmentation du marché intérieur européen. Exporter à l'intérieur de l'UE, malgré le grand marché sans frontières, ajoute aux entreprises un surcoût administratif de 44% pour les marchandises, et de 110% pour les services. Les entreprises européennes souffrent par ailleurs d'un accès insuffisant au crédit, faute de marchés de capitaux pleinement développés, les banques prenant peu de risque pour financer l'innovation. Enfin, elles manquent de compétences en raison de freins à la mobilité interne entre pays de l'UE. Autant de défis dont les Européens ont pris conscience avec la publication successive des rapports d'Enrico Letta et de Mario Draghi, qui en ont établi des diagnostics clairs ces derniers mois. Charge aux décideurs de mettre leurs préconisations en œuvre. ■

L'industrie italienne frappée par la crise de son premier client, l'Allemagne

Valérie Segond
Rome

Quand son premier gros client tombe malade, forcément, on s'inquiète. Avec ses 20 milliards d'euros d'exportations vers l'Allemagne en 2023, la Lombardie est la région d'Europe la plus dépendante de l'économie rhénane. Déjà en 2023, selon la Confindustria, le patronat italien, ses exportations vers l'Allemagne avaient chuté de 8,4%. Rebelote au premier semestre 2024, avec une baisse de 6%. Et alors que seule la métallurgie avait dévié en 2023, quasi tous les secteurs d'activité ont vu cette année leurs ventes chuter.

À Brescia, province la plus industrielle de la Lombardie, la crise allemande fait particulièrement mal. En témoignage, Tiberio Assisi, patron d'une fonderie de l'économie circulaire qui produit des déchets métalliques et des lingots d'aluminium recyclés pour l'industrie et compte environ 100 clients, parmi lesquels les grands groupes automobiles allemands, et surtout leurs équipementiers de premier rang. « Cela fait plus d'un an que la situation est diffi-

cile », dit-il, alors que 70% de sa production de lingots d'aluminium recyclé va, directement ou indirectement, dans les automobiles allemandes. « Les commandes de lingots d'aluminium recyclé ayant chuté de 20% à 25%, avec une baisse des prix de près de 20%, pour maintenir l'activité, on vend à perte ou on produit de plus en plus pour les stocks. » Cette année, ses deux entreprises de fonderie pourraient ne réaliser que 110 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 150 millions en 2022.

Le pire est que ce n'est pas une crise conjoncturelle, mais bien structurelle liée à la transition vers l'électrique. Tiberio Assisi n'est pas le seul à souffrir dans la province. Partout, on a gelé les investissements, et plusieurs de ses concurrents commencent à redimensionner leur activité, après avoir épuisé le recours au chômage partiel. Une enquête menée par l'université catholique du Sacré-Coeur pour le centre d'études de Confindustria Brescia, auprès de 150 entreprises locales, révèle que presque huit entreprises sur dix qui exportent vers l'Allemagne vont y enregistrer cette année une baisse de leurs ventes par rapport à leur point le plus haut de 2021.

Ainsi, l'Italie, qui avait plutôt résisté jusque-là, se voit à son tour bien touchée par la stagnation de l'économie allemande. Sa croissance s'est même arrêtée au troisième trimestre avec la baisse brutale de sa production industrielle. Car « l'Allemagne est le principal marché pour treize régions sur vingt », note l'Istat, l'Insee italien. Elle absorbe 12% des exporta-

5,5% Baisse

des exportations industrielles italiennes vers l'Allemagne entre janvier et septembre

tions italiennes. Or, de janvier à septembre, celles-ci ont chuté de 5,5% par rapport à 2023 (contre une baisse de 0,7% pour l'ensemble des exportations). Soit un décrochage beaucoup plus marqué que pour ses ventes vers la France (-2,5%), et surtout vers son deuxième client, les États-Unis (-1,5%). Il y a donc bien, pour l'Italie, un cas allemand.

« En fait, la crise allemande affecte l'industrie italienne par trois canaux, explique Libero Monteforte, directeur de l'analyse macroéconomique de l'Office parlementaire du budget : par la crise de l'industrie automobile qui frappe ses nombreux équipementiers, mais aussi la crise de la production de biens durables depuis la fin de la pandémie, qui a déplacé la consommation des biens vers les services. Aussi, les industries ont-elles aujourd'hui tendance à réduire leurs achats de machines et robots. » Sans oublier un troisième canal de transmission, que rappelle Marco Fortis de la Fondation Edison : « Il y a un effet en cascade de la crise allemande sur tous les pays exportateurs qui, de ce fait, achètent moins de machines-outils italiennes. C'est moins la connexion directe entre l'Allemagne et l'Italie qui m'inquiète que le fait que la crise allemande s'étende à toute l'Europe. »

Voilà comment après les équipementiers automobiles et les fabricants de machines-outils, bien d'autres secteurs se voient touchés, comme le relève le centre de recherche de la Confédération nationale de l'artisanat, qui déplore que « les exportations italiennes vers l'Allemagne ont diminué dans huit des treize secteurs manufacturiers »,

parmi lesquels la mode (-6,2%), les meubles, l'orfèvrerie, la bijouterie... loin de l'automobile, donc.

En 2023 déjà, selon les tout derniers calculs de l'Istat, la stagnation allemande aurait coûté à l'Italie un point d'exportation, 0,6% de la production manufacturière, et 0,2% du PIB. « Un impact significatif qui représente un quart de l'effet du ralentissement du cycle international sur l'Italie. » L'imbrication est si étroite que même pour sa production industrielle, l'Italie dépend étroitement des produits fabriqués par l'Allemagne : selon une analyse qui vient de livrer l'Istat, il apparaît qu'elle dépend même beaucoup plus de l'Allemagne que l'inverse. Et plus la conjoncture est bonne, plus c'est vrai. Néanmoins, cette dépendance mutuelle semble s'être affaiblie depuis 2018. Aussi, explique Libero Monteforte, « l'impact de la stagnation allemande pourrait être moins fort que ce à quoi on s'attendait, car les entreprises italiennes ont été très rapides à chercher d'autres débouchés, en particulier aux États-Unis. » L'Italie est d'ailleurs devenue cette année le quatrième exportateur mondial, toujours derrière l'Allemagne, mais devant le Japon. ■